

## **Programme de la Commission « International »**

Le concept de la *France en action* repose sur une perception innovante des relations internationales. Il s'agit de créer un nouveau rapport de dialogue. Celui-ci repose sur une compréhension des cultures, traditions, position économique et approche globale. Nos relations sont basées sur une écoute de l'autre pays et des hommes et femmes qui le représentent.

Après des millénaires d'opposition nous choisissons d'entrer dans une ère de coopération sur des bases humaines centrées sur le Bien-être durable des peuples, sur le respect du Vivant et du droit à la différence.

A ces fins, nous œuvrerons pour que les institutions mondiales agissent prioritairement pour l'environnement, la paix, la mise en place de régimes démocratiques et le commerce équitable.

### **PAIX et DESARMEMENT**

Il devient urgent de rentrer dans une véritable politique de désarmement planétaire, politique multilatérale et progressive bien sûr, mais sans tenter de contourner à son avantage le Droit international.

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1118 milliards de dollars en 2005, soit 2,5 % du PIB mondial, soit 173 dollars par habitant, c'est à dire une augmentation de 34% sur la décennie 1996-2005. Les États-Unis, à eux seuls, sont responsables de près de la moitié de ces dépenses, la France y contribue à 5%.

639 millions d'armes légères, produites par une centaine de pays, circulent dans le monde, soit une arme pour 10 personnes.

16 milliards de munitions sont produites chaque année.

Plus de 3 millions de personnes sont mortes en République Démocratique du Congo (RDC) entre 1998 et 2002, soit un 11 septembre tous les jours pendant 4 ans !

Plus de 300000 enfants soldats sont impliqués dans des conflits.

Entre 1997 et 2000, la torture « étatique » a sévi dans près de 70 pays.

1/3 des pays consacre plus d'argent aux dépenses militaires qu'aux dépenses sanitaires.

Les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (EU, Chine, Russie, France, Royaume-Uni) sont responsables des 2/3 des exportations mondiales d'armes conventionnelles.

Aucun citoyen ne peut rester insensible devant ces chiffres, aucun Mouvement politique digne de ce nom ne peut décider un projet sociétal sans tenir compte de cette réalité.

Un des premiers objectifs est de stopper l'escalade nucléaire.

La *France en action* soutient le *Pacte Pacifique*, élaboré par la *Coordination pour le Désarmement et la Paix* (CDP), entre autres :

- Créer un grand ministère de la défense, du désarmement et de la coopération, chargé de conduire une politique de démilitarisation progressive de la France, de l'Europe et du monde.
- Affecter les économies réalisées à la satisfaction de besoins sociaux, sanitaires, culturels, éducatifs, environnementaux et humanitaires, et agir aux niveaux européen et mondial pour que les autres États en fassent autant.

- Consulter régulièrement le peuple français sur les principes et les moyens de la politique de défense et de coopération internationale de la France, l'associer à sa mise en œuvre, organiser un référendum pour toute décision importante engageant le pays.
- Suspendre l'exportation des armes de guerre de toutes catégories, se préparer à cesser de les produire, et agir au niveau international pour obtenir l'interdiction des ventes d'armes et la mise en œuvre dans les meilleurs délais d'un désarmement progressif, général et contrôlé, s'appliquant en priorité aux armes radioactives dites « à uranium appauvri », aux bombes à sous-munitions (BASM), et aux nouvelles armes électromagnétiques qui, toutes, doivent être interdites et éliminées au même titre que les armes biologiques et chimiques.
- Appeler tous les Etats nucléaires, signataires ou non du Traité de Non Prolifération (TNP), à négocier et adopter d'ici à 2010 un plan d'abolition des armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Nous soutenons également toutes les initiatives de paix, ou allant dans ce sens, notamment le Traité sur le commerce des armes, adopté à l'ONU, en décembre 2006. Nous souhaiterions la création d'un comité planétaire pour la paix composé de prix Nobel et de personnalités internationales reconnues.

Attendu que la paix est l'objectif de Bien être durable primordial entre les peuples,  
Attendu que la paix extérieure est une conséquence de l'état de paix intérieure des êtres humains,

Attendu que la paix intérieure est le reflet de la réponse aux besoins fondamentaux des êtres humains que sont : le besoin de survie, le besoin de sécurité physique, le besoin de sécurité psychologique, le besoin d'appartenance ou d'intégration à des groupes, le besoin de reconnaissance ou d'estime, le besoin de réalisation de soi, le besoin d'amour,

Attendu que ces besoins fondamentaux sont reliés à des peurs essentielles, comme la peur de mourir, la peur de l'inconnu, et la peur de l'abandon,

Attendu que les besoins fondamentaux de l'être humain sont très inégalement satisfaits à l'heure actuelle sur la planète,

La paix durable sera obtenue par la réduction volontaire et courageuse des peurs essentielles et par la satisfaction des besoins fondamentaux.

Nous mettrons en place des actions concrètes sur la base de ces principes essentiels.

## **ONU**

Les objectifs de l'ONU avec, notamment, la mise en place des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) ne seront pas atteints. Une réforme des institutions semble nécessaire de façon à donner toute leur place aux pays du Sud, mal ou non représentés dans les instances internationales, car le fossé se creuse entre les pays riches et les pays pauvres.

Les initiatives de réforme de l'ONU se heurtent aux intérêts de certains pays membres. Il existe pourtant un grand nombre de propositions de réforme, essentielles au renouvellement de cette organisation dont la place reste si importante dans le contexte mondial avant que des organes de gouvernance mondiale puissent

émerger. Ces propositions sont principalement développées par des chercheurs ou des organisations non-gouvernementales, donc par des membres de la société civile internationale. La France pourrait assumer un rôle important en parrainant ces initiatives si importantes pour l'avenir de l'ONU. La conscience est présente partout, nos gouvernants peuvent la stimuler.

Afin que l'ONU puisse répondre pleinement aux objectifs de sa Charte, en s'appuyant sur un fonctionnement plus démocratique, une efficacité réelle et de nouveaux moyens, nous souhaitons :

- Développer et réellement appliquer un véritable Droit international accompagné des institutions nécessaires à son respect : rendre ainsi plus efficace la Cour Pénale Internationale (CPI), par la ratification de tous les pays puis par la création d'une force de soutien de gardiens de la paix et du Droit international. La CPI deviendra compétente pour juger les crimes environnementaux, comme les crimes contre l'humanité, des individus et des Etats.
- Promouvoir un système de vote pondéré à l'Assemblée générale de l'ONU pour l'adoption de résolutions contraignantes.
- Réformer le Conseil de sécurité de l'ONU : sélection de nouveaux pays candidats (en plus des 5 membres permanents) selon trois critères : contribution à la paix et à la sécurité internationale, contribution au budget de l'ONU et contributions volontaires, mise à disposition de l'ONU de troupes pour les missions de maintien et de rétablissement de la paix. Autres critères : part du PIB des pays industrialisés consacrée à l'aide au développement avec une utilisation efficace des fonds et un souci d'intégration d'acteurs non étatiques dans le processus décisionnel.
- Créer une Agence pour les énergies renouvelables, les économies d'énergie et le Bien-être durable.

Les institutions financières doivent agir en fonction des intérêts du monde en développement, non en fonction d'intérêts privés de quelques pays industrialisés. Le FMI et la Banque Mondiale ont un rôle international majeur. Ces organismes, soi-disant indépendants, doivent servir l'intérêt général. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les experts du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC privilégient la croissance et le libre-échange. Nous devons élargir les paramètres, à savoir :

- Renforcer le rôle de l'Etat, qui préserve l'intérêt général, face aux financiers qui privilégient leur intérêt propre.
- Redonner aux Parlements le pouvoir de fixer les priorités de leurs pays, à la place des marchés financiers et des acteurs privés.
- Laisser le choix aux pays de s'approprier des stratégies de développement, d'élaborer un consensus adapté à la situation du pays, sans que le FMI n'impose des plans stratégiques préétablis.
- Accorder des prêts aux petites entreprises et aux agriculteurs, pas seulement aux multinationales.
- Supprimer le droit de veto étasunien au FMI. La construction d'une Europe politique y contribuera.

Nous souhaitons renforcer les principes de la Charte des Nations Unies, ratifiée le 26 juin 1945, et ceux du Droit international, en général, celui-ci devant être respecté, sans aucune exception, par tous les États.

La *France en action* s'engage à faire connaître, respecter et appliquer la charte des Nations Unies en France, en Europe et dans le monde. Elle s'engage également à dénoncer, si nécessaire, devant les instances compétentes, toute entorse au Droit international.

Nous proposons que cette Charte des Nations Unies soit affichée dans tous les lieux publics institutionnels : Ecoles et universités, Préfectures, Sous-préfectures, Mairies, etc.

*Nous, peuples des Nations Unies,*

*résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,*

*à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et, à ces fins,*

*à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,*

*avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.*

*En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies.*

## **COOPERATION**

L'harmonie naît de l'union. Après une ère d'opposition et de compétition, nous devons rentrer dans une ère de coopération. Nous n'avons plus le choix, c'est la seule voie pour préserver les générations futures, dont nous sommes responsables.

Les souffrances évitables de nos concitoyens sont les mêmes, à des échelles différentes, que celles des personnes vivant hors de nos frontières. Par ailleurs, notre magnifique projet de société n'aboutira, à terme, que par une coopération internationale.

Nous proposons donc de fédérer les citoyens étrangers, en respectant leur Histoire et leurs particularismes, autour de valeurs qui nous rassemblent, principalement le respect du Vivant sous toutes ses formes. Nous appelons à la création d'une Allemagne en action, d'une Belgique en action, d'un Sénégal en action...

La France montrera la voie.

La paix entre les peuples ne peut être obtenue qu'en cherchant à réduire le sentiment d'injustice et d'inégalité. C'est pourquoi les pays qui en ont les moyens doivent s'engager dans des actions solidaires et désintéressées, aider les PVD en leur permettant de subvenir par eux-mêmes à leurs besoins fondamentaux sans les rendre dépendants des pays riches.

Ce que nous devons stopper :

- La pratique aveugle du coût marginal permettant de distribuer nombre de produits à des coûts dérisoires, déstabilisant les productions locales.
- Des programmes de vaccination généralisés profitant d'abord aux multinationales pharmaceutiques.
- La fourniture gratuite ou à des prix dérisoires de semences brevetées de végétaux hybrides (voire génétiquement modifiés) profitant aux multinationales agroalimentaires et emprisonnant le paysan.
- L'aide ou l'incitation à la monoculture de denrées pour l'exportation (café, chocolat, colza, canne à sucre, coton) au détriment d'une polyculture vivrière pour les besoins locaux.
- La spécialisation des territoires entraînant l'interdépendance des peuples, la compétition sans fin, la paupérisation et l'asservissement des plus faibles.
- La centralisation des productions et des moyens, facteurs de contrôle et de dépendance des populations.

Ce que nous devons créer :

- La formation à l'agrobiologie, dans l'esprit de ce que pratique l'association *Terre et Humanisme* et son fondateur, Pierre RABHI.
- Un Service civil international volontaire, ce qui veut dire redéfinir les missions des forces armées, favoriser les interventions civiles de paix, développer l'aide technique, les « microréalisations » partant des besoins exprimés localement, et les échanges culturels.
- Une économie respectueuse qui réhabilitera la petite entreprise, la proximité, la nature avec plusieurs conséquences positives dont la réduction notable des déchets.
- L'aide à la construction de logements sains pour tous.
- La dotation de moyens financiers aux associations prêtes à se mobiliser dans ces actions, avec l'appui des contingents du Service civil international volontaire
- La promotion de financements éthiques, comme ceux pratiqués par la NEF.
- La relocalisation des économies et les microréalisations, permettant l'autonomie des territoires et de leurs peuples.

Il est maintenant urgent d'organiser la coopération avec les pays en difficulté pour les aider autant que nécessaire à restaurer la paix, prévenir la guerre civile ou extérieure, la famine, la sous-alimentation, les pandémies, l'émigration massive, le terrorisme, la dictature, en subvenant à leurs besoins alimentaires, éducatifs, sanitaires.

A cette fin, annuler la dette des pays pauvres sera efficace si ces pays rencontrent la souveraineté alimentaire. Les aides actuelles ne sont que des prêts avec intérêts et restent assorties de conditions liées au commerce avec les pays développés ou liées à l'appréciation du régime politique en place. Pour un dollar emprunté en 1980, ils en ont déjà versé 11 et en doivent encore 4.

## **AFRIQUE**

La politique française envers les pays africains, en particulier ceux issues de la colonisation française, semble de plus en plus inefficace. Un changement radical, basé sur des rapports plus justes qui respectent l'indépendance de ces pays, s'impose. De plus, l'Afrique est le continent le plus menacé par les aspects négatifs de la mondialisation. L'Afrique a un rôle à jouer pour l'humanité au 21<sup>e</sup> siècle. La France est le pays européen le plus lié à l'Afrique par son histoire coloniale et l'immigration. Ces atouts devraient permettre à la France de se placer à la tête des relations entre l'Europe, voire l'Occident, et l'Afrique.

Une nouvelle perspective sur l'Afrique et sur sa résistance à suivre aveuglement le modèle de mondialisation qui lui est proposé, voire imposé, permettrait de valoriser ses atouts. Cela permettrait de rétablir la confiance sans omettre la propre responsabilité des populations africaines.

La nouvelle perspective sur l'Afrique devrait être appliquée dans tous les domaines. En particulier, l'approche pratiquée à présent dans le domaine de la coopération au développement devrait être modifiée. Il est difficile de parler de « coopération ». On assiste plutôt à des tentatives d'imposition d'un modèle étranger à l'Afrique. Une nouvelle approche de coopération, basée sur une reconnaissance honnête et sincère des valeurs qui peuvent être apportées par les deux parties coopérantes, est donc nécessaire. Des pays comme la France, peuvent donner l'exemple dans ce domaine dans leurs relations avec l'Afrique. A leur tour les pays africains peuvent apporter à la France, et à d'autres, des éléments de grande valeur sociale et spirituelle pour enrichir ces sociétés qui se sont gravement appauvries dans ces domaines. Ceci pourra amener la France à retrouver une place internationale de choix, comme une source d'inspiration dans l'évolution de l'Europe et de l'humanité.

Des structures adéquates permettant cette nouvelle approche seront créées.

## **EUROPE**

La création de la CECA, de la CEE puis de l'UE a permis au « vieux continent » de vivre en paix durant un demi-siècle. On ne saurait nier les avantages de l'union des pays européens. Toutefois, cette union semble fragile car elle reste essentiellement économique. Une Europe sociale et culturelle est à construire.

Les institutions européennes, organes de décision représentant le peuple, se doivent de le servir. Nous refusons une politique communautaire exclusivement tournée vers la croissance et les enjeux économiques qui sont autant de freins à la création d'un Bien-être durable pour les peuples de l'Union Européenne.

La mise en place d'une zone économique protégée par rapport aux produits américains et asiatiques mérite réflexion.

La *France en action* n'est pas contre l'idée d'une constitution européenne, mais au même titre qu'une future constitution mondiale, elle se doit d'intégrer d'autres principes que ceux proposés en 2005 : respect de l'environnement, respect de la démocratie, respect du commerce équitable, en ayant comme objectif premier l'intérêt général des peuples, par respect pour ses Pères fondateurs.

## **MONDIALISATION**

La mondialisation est un fait impossible à nier. Elle est proposée par ses promoteurs, certains pays riches, comme un processus visant à créer une société de l'avenir à échelle mondiale qui apportera le bien-être à l'humanité tout entière. Ce n'est manifestement pas le cas, car la mondialisation, bien que positive pour certains pays, ne l'est pas pour d'autres. 40 pays sont plus pauvres aujourd'hui qu'en 1990. La mondialisation est ainsi souvent perçue comme un instrument d'hégémonie ou d'exploitation des peuples les plus faibles par les sociétés les plus fortes : une version contemporaine d'impérialisme. La France, membre des pays les plus forts, n'est néanmoins pas entièrement à la tête de ce processus. Elle a beaucoup à perdre dans une mondialisation démesurée. Ceci s'applique surtout dans le domaine de la protection de divers aspects de la pluralité culturelle dans le monde. La France a donc intérêt à devenir un facteur de modération ou d'amélioration de ce processus de mondialisation. Etant donné qu'elle est suffisamment riche et avancée, elle a les moyens de le faire.

La *France en action* pose comme principe que tous les pays ne peuvent être traités de la même façon. Les valeurs de respect et de responsabilité prennent ici tout leur sens : respect de la diversité d'un côté, responsabilité quant aux choix de société de l'autre.

Nous voulons :

- La création d'un centre de recherche international sur la mondialisation, rassemblant des experts du monde entier afin d'articuler les perspectives des pays les plus faibles avec le contexte économique actuel, dans le but de les protéger, de modérer le processus et de les responsabiliser.
- Appuyer les efforts des membres de la société civile de ces pays pour améliorer le modèle existant.
- Engager la diplomatie française dans l'implémentation à échelle mondiale des propositions jugées appropriées. Outre le prestige international qui en découlera, cela permettra à la France de se rapprocher d'un grand nombre de pays défavorisés par l'ordre actuel.

D'une manière générale, nous souhaitons :

- Que notre avenir soit assuré par une planète organisée en régions unies, chacune souveraine alimentaires, respectueuse de leur identité et de leurs différences, respectueuse de l'écosystème et de l'animal et fonctionnant dans la coopération, pas dans la compétition.
- Reconnaître et respecter les minorités, notamment celles dont on ne parle jamais, les Tibétains et les peuples premiers.
- Régler, au plus vite, le conflit israélo-arabe, en soutenant les groupes pacifistes situés dans ces pays et en responsabilisant leurs gouvernants. Ce

conflit cristallise énormément de violences, de peurs, de rancœurs, et pour le peuple palestinien et pour le peuple israélien. Il a des incidences majeures sur les relations internationales.

- Favoriser l'associatif existant : Donner des moyens aux associations, sous contrôle strict, et abandonner les budgets de complaisance.
- Créer un service humanitaire sous organisation mondiale.
- Développer les échanges commerciaux et culturels avec les pays du Sud. Leur redonner l'autonomie alimentaire.
- Fédérer le plus grand nombre de pays pour un vaste programme de protection environnementale.
- Favoriser l'éducation : construction d'établissements scolaires, formation d'enseignants.
- La création d'une Union Internationale à partir de l'Union Européenne qui rassemblera, à terme, la Russie, la Turquie, les pays méditerranéens et africains, ayant pour fondement les droits et devoirs de l'humain, les écosystèmes, la lutte anti-terroriste, la paix, la coordination des organisations humanitaires lors des cataclysmes. Nous pouvons utiliser différents moyens : l' « esprit » européen d'union des peuples du vieux continent, les contre-pouvoirs constitués par les ONG, les réseaux Internet.

## **GOVERNANCE MONDIALE**

A présent, le monde connaît une intégration à une échelle jamais vue précédemment. Ce processus est en train de s'accroître. Il est possible de prévoir l'arrivée d'un gouvernement mondial dans un avenir plutôt lointain. Entre-temps, la nécessité de disposer de certains organes de gouvernance mondiale devient de plus en plus importante.

Le préalable reste qu'un sentiment d'identité planétaire se développe chez les citoyens du monde entier. Cette conscience de faire partie d'un tout indivisible doit nous amener naturellement à une gouvernance mondiale, c'est-à-dire formuler une politique intérieure aux dimensions de la planète.

La situation internationale, la conscience universelle de beaucoup de citoyens du monde devrait, dans un avenir plus ou moins proche, permettre la naissance d'une gouvernance mondiale, à l'opposé des tentatives hégémoniques de certaines puissances actuelles. Celle-ci pourra s'appliquer dans les domaines essentiels suivants : force de maintien de la paix et d'interposition, lutte contre les actes de guerre, droit international, justice pénale, organisme de coordination lors de catastrophes naturelles, éducation commune pour les droits et devoirs humains, protection de l'écosystème et de l'animal, défense des normes sociales fondamentales.

Nous voulons :

- Des institutions mondiales qui agissent prioritairement pour l'environnement, la démocratie et le commerce équitable.

- Une gouvernance qui s'effectue dans le cadre d'une économie respectueuse où l'Etat sera fort, compétent et non corrompu, soucieux toujours de l'intérêt général.
- Une stratégie de développement qui se donne comme priorité la création de nouveaux emplois, garant d'un Bien-être durable.
- Favoriser l'émergence de la société civile sur la scène internationale en mêlant aux débats chefs d'Etat et de gouvernement et ONG.
- Contribuer à la pression des opinions publiques des pays gros consommateurs d'énergies au sujet de la pollution, par l'utilisation des télécommunications modernes.
- L'OMC deviendra l'OMCES : Organisation Mondiale pour le Commerce, l'Environnement et la Société.

Nous sommes donc pour une Communauté des nations et l'instauration d'une

### **Constitution mondiale**

Les droits prioritaires seront :

- 1- Respect de la biosphère et de son intégrité.
- 2- Droits de l'humain et de l'animal.
- 3- Droits au travail, à la protection de l'outil de travail et au logement.

11 articles à développer :

- 1- Une déclaration des droits et devoirs de chaque pays, de chaque région, comme, par exemple, celui de respecter scrupuleusement la liberté de pensée et d'opinion de chaque être humain.
- 2- L'engagement solennel de chaque gouvernement qu'aucun administré ne soit contraint à l'inactivité forcée, à la solitude, la sous-alimentation ou l'absence de logement.
- 3- Le respect effectif de tous les écosystèmes et de tous les animaux.
- 4- Une éducation commune dans ses priorités fondamentales : lire, écrire, compter, respecter tous les êtres, apprendre à penser internationalement.
- 5- Une section législative mondiale élue par les peuples avec chambre des députés et Sénat. L'espéranto sera proposé.
- 6- Une Cour Suprême mondiale pour interpréter ces lois. Une Cour Pénal International pour juger les gouvernements fautifs.
- 7- Le contrôle de toutes les armes de destruction massive et désarmement.
- 8- Un droit de taxation bien défini et limité favorisant le bien-être durable de l'humanité.
- 9- Tout pouvoir non expressément délégué au gouvernement mondial sera réservé aux pays eux-mêmes et à leur population, laissant chaque nation libre de choisir son propre système politique, économique et social.
- 10- Une coopération active entre gouvernants et citoyens pour que chaque membre de la nation participe comme le fait chaque cellule pour la santé du corps humain.
- 11- Le droit pour tout citoyen de toute condition et de toute race de pouvoir développer son talent, ses aspirations, ses passions.

## DEMOCRATIE

Le 20<sup>ème</sup> siècle a vu naître de nombreux régimes dits « démocratiques ». Bien des combats sanglants ont été menés au nom de cet idéal démocratique, et le phénomène se poursuit en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Néanmoins, aujourd'hui, en 2007, quel gouvernement de la planète peut s'autoproclamer « démocratique », c'est à dire favorisant un gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple ?

La *France en action* propose de mettre en place, en France, puis dans le monde, les outils nécessaires à la naissance de véritables régimes démocratiques, à savoir un système de gouvernance facilitant l'action citoyenne au sein d'une nation ou d'une communauté et soucieux toujours du Bien-être durable des êtres vivants qui en sont partie intégrante.

Il ne peut y avoir de vraie démocratie sans éducation qui conduit la personne à l'autonomie, le discernement et au respect des différences.

La *France en action* appelle de ses vœux l'abolition de la peine de mort dans le monde, condamnera la justice expéditive, favorisera les contre-pouvoirs pour donner l'exemple aux peuples écrasés par des régimes totalitaires, exigera le respect sans condition des libertés individuelles, ne se soumettra jamais à une dictature, qu'elle soit matérielle ou morale, et protégera le Vivant, qui ne doit pas être breveté, manipulé ou aliéné.

Bien des drames seraient évités si chaque gouvernement avait la sagesse de respecter le Droit international et les textes fondamentaux. Nous nous engageons à respecter et à appliquer :

- La Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789
- La Charte des Nations Unies du 26 juin 1945
- La Déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen de décembre 1948
- La Constitution française de 1946 et de 1958
- La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000

LA FRANCE EN ACTION

Commission *International*

[international@lafranceenaction.com](mailto:international@lafranceenaction.com)

17 février 2007

---

0810 812 872 - 06 25 45 30 01 - Fax 0810 599 648 - e-mail : [info@lafranceenaction.com](mailto:info@lafranceenaction.com)

Site web officiel de la France en action : [www.lafranceenaction.com](http://www.lafranceenaction.com)